

10 juillet 2023

(23-4651)

Page: 1/4

**Comité des accords commerciaux régionaux  
Cent septième session**

Original: anglais

**ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LES ÉTATS DE L'AELE ET LA TÜRKİYE  
(MARCHANDISES ET SERVICES)**

**NOTE SUR LA RÉUNION DU 5 JUILLET 2023**

*Présidente: S.E. Mme l'Ambassadrice Clare KELLY (Nouvelle-Zélande)*

1.1. La cent septième session du Comité des accords commerciaux régionaux (ci-après le "CACR" ou le "Comité") a été convoquée par l'aérogamme WTO/AIR/RTA/32/Rev.1 du 23 juin 2023.

1.2. Au titre du point H.II de l'ordre du jour, le CACR a examiné l'Accord établissant une zone de libre-échange entre les États de l'AELE et la Türkiye (marchandises et services) (ci-après l'"Accord"). La Présidente a indiqué que la présentation factuelle avait été établie par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et en pleine consultation avec les Parties, conformément au paragraphe 7 b) du Mécanisme pour la transparence des accords commerciaux régionaux (document WT/L/671).

1.3. L'Accord était entré en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2021. Il avait été notifié à l'OMC par les Parties le 14 février 2022 conformément à l'article XXIV:7 a) du GATT de 1994 et à l'article V:7 a) de l'AGCS, dans les documents WT/REG462/N/1 et S/C/N/1076, respectivement. Les Parties ont indiqué que l'Accord créait une zone de libre-échange pour le commerce des marchandises au sens de l'article XXIV du GATT de 1994 et pour le commerce des services au sens de l'article V de l'AGCS. Le texte de l'Accord et ses annexes étaient disponibles sur les sites Web officiels des Parties et dans la base de données de l'OMC sur les ACR. La présentation factuelle (document WT/REG462/1) et les questions et réponses sur cet accord (document WT/REG462/2) avaient été distribuées.

1.4. La représentante de la Norvège, au nom des États de l'AELE, a remercié le Secrétariat pour sa présentation factuelle détaillée de l'Accord ainsi que la Türkiye pour son excellente collaboration dans le cadre de la préparation de l'examen. Elle a noté que la présentation factuelle, qui avait été distribuée quelques semaines avant la réunion, avait donné un aperçu détaillé de l'Accord aux autres Membres de l'OMC, et les États de l'AELE étaient prêts à répondre à toute question éventuelle, en collaboration avec leurs collègues turcs, soit le jour même, soit par écrit.

1.5. L'intervenante a souligné que la présentation factuelle portait sur un Accord modernisé et élargi qui avait remplacé un accord initial de première génération signé en 1991. Vingt-trois ans après l'accord initial, les États de l'AELE avaient engagé un processus de modernisation de leur Accord avec la Türkiye, ce qui montrait que des règles commerciales transparentes et prévisibles offraient un environnement favorable à leurs secteurs d'activité respectifs, leur permettant de poursuivre leur développement et leur croissance.

1.6. Après six séries de négociations, l'Accord modernisé avait été signé le 25 juin 2018, en Islande. Son champ d'application était exhaustif et il incluait de nouveaux chapitres sur le commerce des services, la concurrence, la facilitation des échanges, le commerce et le développement durable, et le règlement des différends, ainsi que des chapitres actualisés sur le commerce des marchandises, les règles d'origine, et la protection des droits de propriété intellectuelle. L'Accord modernisé incluait aussi des concessions tarifaires améliorées visant le commerce des marchandises et des accords bilatéraux actualisés entre les différents États de l'AELE et la Türkiye dans le domaine de l'agriculture. Il portait aussi sur les services, y compris des secteurs tels que le commerce électronique, les services de télécommunication et les services financiers dans tous les États de

l'AELE. Les Parties appréciaient grandement l'attitude positive et le haut niveau de compétence qui avaient été démontrés dans le cadre des négociations et avaient permis d'obtenir ce résultat.

1.7. L'Accord était entré en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2021 pour toutes les Parties et, s'il était trop tôt pour juger de ses effets, l'intervenante voulait souligner certains éléments témoignant d'une évolution positive des échanges entre les Parties.

1.8. D'après les statistiques commerciales nationales, le montant total des échanges avec la Türkiye était proche de 2 milliards d'EUR en 2002 et avait presque triplé au cours des 20 dernières années, atteignant 5,9 milliards d'EUR en 2022. Cette évolution positive avait bénéficié à toutes les Parties; au cours de cette période, les exportations de l'AELE vers la Türkiye avaient doublé et les importations de l'AELE avaient plus que quintuplé. Le déséquilibre qui existait antérieurement dans les relations commerciales entre les Parties s'était donc presque résorbé au cours des cinq dernières années.

1.9. Sur cette période, malgré la pandémie de COVID-19, les tendances du commerce étaient restées similaires. Le volume des échanges avait augmenté de près de 40% depuis 2018, et les accords commerciaux des Parties les avaient rapprochés en dépit de la période difficile traversée par l'économie mondiale.

1.10. En 2022, les principales exportations des États de l'AELE vers la Türkiye avaient été les produits pharmaceutiques, les machines et les combustibles minéraux, tandis que les vêtements, les véhicules et les machines avaient constitué les principales importations. Les flux commerciaux bilatéraux avec la Türkiye avaient été dominés par les produits manufacturiers, avec quelques échanges intrasectoriels.

1.11. Enfin, comme souligné dans la présentation factuelle, une petite part des importations en provenance de la Türkiye était restée assujettie à des droits pendant la période 2018-2020. L'AELE considérait qu'il s'agissait d'un résultat important d'un accord commercial qui visait à assurer la stabilité et la prévisibilité des termes de l'échange et à offrir des possibilités commerciales à tous.

1.12. Les États de l'AELE estimaient qu'il était possible de maintenir les résultats commerciaux avec la Türkiye et se félicitaient d'avoir un Accord complet et modernisé permettant de développer les possibilités commerciales. L'Accord était le résultat du renforcement de la confiance et des liens économiques entre des partenaires commerciaux fiables. L'arrangement commercial avait aidé les Parties à garantir un avenir présentant des avantages partagés et mutuels.

1.13. L'intervenante a remercié les Membres de l'OMC pour les questions écrites qu'ils avaient présentées avant la réunion et auxquelles des réponses avaient été apportées. Elle attendait avec intérêt d'entendre les observations et de répondre aux éventuelles autres questions.

1.14. La représentante de la Türkiye a remercié le Secrétariat pour ses efforts et sa coopération lors de la préparation de la présentation factuelle de l'Accord. La Türkiye estimait que les accords commerciaux régionaux (ACR) établissant des zones de libre-échange contribuaient au développement du commerce international et offraient un environnement favorable aux hommes et femmes d'affaires. La Türkiye était un partisan des ACR et avait 22 ALE en vigueur. Elle s'efforçait d'augmenter ce nombre et d'étendre le champ d'application de ses accords existants. L'intervenante a réaffirmé que la Türkiye soutenait le système commercial multilatéral fondé sur des règles dans le cadre de l'OMC, et le renforcement des règles, disciplines et mécanismes de l'OMC, en particulier concernant les ACR.

1.15. Elle a noté que la présentation factuelle avait déjà fourni des renseignements détaillés sur la structure et les dispositions de l'Accord; elle avait donc l'intention de donner des renseignements brefs à ce sujet sans répéter tous les détails figurant dans la présentation.

1.16. Les États de l'AELE étaient des partenaires importants de la Türkiye en matière de commerce extérieur. En 2022, le volume des échanges entre la Türkiye et les États de l'AELE, à l'exclusion de l'or, avait augmenté de 8% par rapport à l'année antérieure, atteignant 4,8 milliards d'USD. En outre, les entreprises établies dans les États de l'AELE occupaient le 13<sup>ème</sup> rang des investisseurs en Türkiye, avec 1 333 entreprises actives dans le pays.

1.17. L'accord original avait été le tout premier ALE de la Türkiye; signé en 1991, il avait même précédé l'union douanière avec l'Union européenne. En raison du cadre juridique établi au titre de l'Accord et des décisions du Comité mixte, les Parties avaient des économies étroitement liées l'une à l'autre par des chaînes de valeur et attachaient une grande importance à la poursuite de ces relations solides.

1.18. Grâce aux efforts intensifs et à la coopération des Parties depuis 2014, elles avaient conclu et signé un Accord actualisé le 25 juin 2018 en Islande, qui était entré en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2021. L'Accord était un accord révisé qui étendait le champ d'application de l'Accord de 1991 à certains domaines tels que les droits de propriété intellectuelle, la concurrence, la facilitation des échanges, le développement durable, le règlement des différends et le commerce des services en plus du commerce des marchandises. La Türkiye avait cherché à refléter l'évolution des tendances du commerce mondial dans son partenariat solide avec les États de l'AELE.

1.19. L'Accord établissait les règles et disciplines fondamentales devant être appliquées au commerce des marchandises et des services et traitait d'autres questions liées au commerce dans 10 chapitres et 21 annexes ainsi que 3 accords sur l'agriculture.

1.20. S'agissant des règles d'origine, il prévoyait la mise en œuvre de la Convention régionale sur les règles d'origine préférentielles paneuroméditerranéennes (Convention paneuroméditerranéenne).

1.21. Au titre de l'Accord, les droits de douane visant les produits industriels étaient restés nuls et le régime préférentiel applicable aux produits agricoles était resté le même que celui qui avait été prévu en 1991 pour la Norvège et l'Islande. Il avait été convenu que les concessions accordées à la Norvège et à l'Islande pour les produits agricoles transformés seraient équivalentes au traitement UE, comme cela avait initialement été prévu dans l'Accord. Néanmoins, les concessions concernant les produits agricoles et les produits agricoles transformés avaient été étendues à certaines nouvelles lignes tarifaires dans le cas de la Suisse. En conséquence, la Türkiye et la Suisse avaient amélioré leurs conditions respectives d'accès aux marchés pour les produits agricoles.

1.22. Concernant les droits de propriété intellectuelle, l'Accord incluait certaines dispositions allant au-delà de ce qui était prévu par l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce. De même, en acceptant la reconnaissance mutuelle des résultats de l'évaluation de la conformité des produits concernant lesquels la législation avait été harmonisée avec l'UE ou l'évaluation de la conformité avait été jugée équivalente à celle de l'UE, les Parties étaient aussi allées au-delà de ce qui était prévu par l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce.

1.23. L'intervenante a souligné que les dispositions relatives au commerce des services étaient compatibles avec l'AGCS de l'OMC. L'Accord visait le commerce dans tous les secteurs de services pour les quatre modes de fourniture et suivait une approche fondée sur des listes positives. Il comprenait des annexes distinctes relatives à la reconnaissance des qualifications des fournisseurs de services, au mouvement de personnes physiques fournissant des services, au commerce électronique, aux services de télécommunication, aux coproductions, aux services financiers, aux services de santé, aux services relatifs au tourisme et aux voyages, et aux services de transport routier international et de logistique. S'agissant des engagements allant au-delà de l'AGCS pris dans le cadre de l'Accord, les Parties avaient supprimé les limitations quantitatives et les procédures discriminatoires concernant le transport routier. L'Accord avait aussi simplifié les procédures relatives à l'admission et au séjour temporaire des différentes catégories de personnes physiques, permettant ainsi aux fournisseurs d'obtenir des visas à entrées multiples si les conditions nécessaires étaient réunies. Conformément à l'article V de l'AGCS, les deux Parties avaient engagé une libéralisation sectorielle additionnelle comparable aux engagements qu'ils avaient contractés au titre de l'AGCS dans des domaines tels que la construction, l'ingénierie, l'architecture, le commerce de gros et de détail/la distribution, et les services de coproduction.

1.24. Les Parties tiendraient les premières réunions du Sous-Comité des questions douanières et du Comité mixte de l'Accord à la fin du mois d'août. Au cours de ces réunions, elles réexamineraient plus avant les progrès accomplis depuis l'entrée en vigueur de l'Accord en octobre 2021. Au Sous-Comité des questions douanières, les Parties examineraient aussi l'application des nouvelles règles au titre de la Convention paneuroméditerranéenne révisée dans le cadre de l'Accord.

1.25. En conclusion, l'intervenante a adressé les remerciements de la Türkiye au Secrétariat pour le précieux travail qu'il avait accompli afin d'établir la présentation factuelle ainsi qu'aux États de l'AELE pour leur étroite coopération et leur soutien. Elle a également remercié l'Argentine et le Canada pour leurs précieuses questions, qui avaient permis de poursuivre l'élaboration de l'Accord, ainsi que les éminents membres du Comité pour leur participation et leur intérêt.

1.26. La représentante de l'Union européenne a remercié les Parties pour leurs présentations de l'Accord et pour leur transparence. Elle leur a aussi souhaité plein de succès dans la mise en œuvre de l'Accord.

1.27. La Présidente a noté que l'examen de l'Accord de libre-échange entre les États membres de l'AELE et la Türkiye (marchandises et services) avait permis au Comité de clarifier un certain nombre de questions et de conclure la partie orale de l'examen de l'ACR conformément au paragraphe 11 du Mécanisme pour la transparence. Les délégations qui souhaitaient poser des questions complémentaires étaient invitées à transmettre leurs communications par écrit au Secrétariat pour le 12 juillet 2023 et les Parties étaient priées de faire parvenir leurs réponses par écrit au plus tard le 26 juillet 2023. Conformément au paragraphe 13 du Mécanisme pour la transparence, toutes les communications écrites ainsi que le compte rendu de la réunion seraient distribués rapidement, dans toutes les langues officielles de l'OMC, et mis à disposition sur le site Web de l'Organisation.

1.28. Le Comité a pris note des observations formulées.

---